Publicité

Chili : les fonds de pension perdent 9 milliards d'euros, les retraités trinquent

Au Chili, les fonds de pension privés ont perdu 9 milliards d'euros en neuf mois. En cause, des parts financiers risqués qui sont fournis au fisaco. Plus de deux millions de personnes sont touchées, notamment les retraités et les travailleurs en fin de carrière. Une enquête à été ouverte.

Par Pablo Secchiroli Publié le mardi 13 novembre 2024 à 07:30

Publicité

Écouter 4 min Ajouter

Suivre Radio France sur Google



Un passant longe la bannière d'AFP Capital, un gestionnaire privé de fonds de pension, à Santiago, le 26 octobre 2006. AFP - Rodrigo Arangua

Il y a quelques jours, le Chili a appris avec effarement que les fonds de pension pour les retraités avaient perdu 9 milliards d'euros depuis le début de l'année. Dans un pays où des sociétés privées, des administrateurs de fonds de pension - ou AFP comme on les appelle - sont chargées de faire fructifier sur les marchés financiers l'épargne des travailleurs pour leurs retraites.

Publicité

Parmi les 5 fonds de pension existants - A, B, C, D, et E - le fonds E a été le plus affecté. Il a enregistré une baisse de plus de 10 % en neuf mois. Pourtant, ce fonds était censé être le plus sûr.

Le régulateur chilien des retraites et la banque centrale avaient averti de la dangerosité de ces opérations financières

L'économiste chilien Marco Kremerman a expliqué au micro de la Radio Université du Chili que des opérations financières risquées, menées par les Administrateurs de Fonds de Pension - les AFP - sont à l'origine de la chute.

Marco Kremerman : *"Tout comme on parie sur des courses hippiques, les AFP ont parié en utilisant des instruments sophistiqués qu'appellent des dérivés de taux d'intérêts en dollars, ou swaps. Ils ont parié sur la baisse des taux d'intérêts, principalement des États-Unis. Cela leur aurait permis de générer des profits ainsi qu'une meilleure rentabilité des fonds de pensions les plus gros, mais ce pari a échoué."*

Il a échoué car les taux d'intérêts américains ont augmenté et c'était prévisible. D'ailleurs, le régulateur chilien des retraites ainsi que la banque centrale avaient averti de la dangerosité de ces opérations financières. Et une enquête a été ouverte par le régulateur des retraites pour déterminer si ces Administrateurs de Fonds de Pensions *"ont manqué à leur devoir de loyauté et de diligence"*.

Environ 2⁄3 des affiliés touchés

Les pertes affectent principalement les fonds D et E, soit 2,5 millions de personnes. C'est environ 2⁄3 du total des affiliés - travailleurs actifs et retraités.

Mais le problème concerne surtout le fonds E, considéré donc comme le plus sûr. On a retrouve essentiellement des travailleurs sur le point de prendre leur retraite ainsi que des personnes déjà retraitées.

Le ministre du Travail a conseillé aux gens en fin de carrière de reporter leur départ à la retraite et de continuer à travailler un ou deux ans supplémentaires, le temps que le fonds se recompose.

En revanche, pour les personnes déjà retraitées, la perte est bel et bien réelle et vient en fonction de l'épargne accumulée sur leur compte individuel.

Un système de capitalisation individuelle fortement critiqué depuis plusieurs années

Ce système de retraites qui repose sur la capitalisation individuelle n'est pas nouveau au Chili, il date de la dictature. Il a été mis en 1981 et a remplacé l'ancien système public des retraites par répartition.

Aujourd'hui, au Chili, chaque travailleur doit verser 10 % de son salaire mensuel à l'un des 5 fonds, en fonction du risque qu'il est prêt à courir.

Mais depuis de nombreuses années, le système est fortement critiqué car il revenue de très faibles pensions - la taux de remplacement est souvent inférieur à 20 % - et c'est dans l'État chilien qui doit payer des compléments de retraites aux plus grandes des finances publiques.

En parallèle, les Administrateurs de Fonds de Pension, engrangent aux des centaines de millions d'euros de bénéfices chaque année, grâce notamment aux commissions qui sont prélevées sur chaque cotisation.

Ces bénéfices sont ensuite répartis entre les cadres de ces sociétés qui perçoivent des primes, les actionnaires privés ainsi que les propriétaires des groupes économiques qui possèdent ces administrateurs de fonds de pension. Des groupes qui sont pour la plupart étrangers, par exemple américains, colombiens ou encore même italiens.

Références

Chili Dépenses publiques – Budget de l'Etat Economie Info Retraite

Provenant du podcast

Le Journal de l'éco
Par Anne-Laure Chouin

Suivre

L'équipe

Anne-Laure Chouin
Production

Maria Visenot
Coordination

Caroline Bennetot
Edition

Éric Chaverou
Edition

Sur le même thème

32 min
Quelle retraite pour la Gen Z ?
Les nouveaux Nouvelle

1 min
Vrai ou faux. "Tous les autres pays européens" ont-ils repoussé l'âge de départ à la retraite à 66 ou 67 ans...
Les vrais faux

1 min
Prés
capit
mais
Lu

Les dernières infos

En direct
COP au pas COP : le COP25 a capoté, mais a-t-on besoin d'aide pour avancer ?
La Matinale survie

25 min
Qui porte l'idéal des Lumières aujourd'hui ?
Questions du soir - Idées

3 min
Sous les rasters du mardi 24 novembre 2026
Sous les rasters

4 min
En C
réch
arme
Le jo

Épisodes précédents

4 min
La difficile lutte contre le non-recours aux aides sociales en France
Le journal de l'éco

6 min
Tchéquie : le plafonnement des prix des carburants prolongé jusqu'à fin novembre
Le journal de l'éco

5 min
Le casse-tête du nouveau régime européen des sociétés
Le journal de l'éco

5 min
Les r
écon
Le jo